

LA PREMIÈRE MISSION D'ENCADREMENT DU HADJ A QUITTÉ L'ALGÉRIE HIER

Objectif : éviter les couacs

Départ hier de la première mission d'encadrement des hadjis. Les 800 missionnaires ont été instruits d'éviter que cette saison du hadj ne soit entachée par des défaillances au niveau de l'organisation. Le président de l'Office du hadj dit s'attendre à une saison «réussie».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La première mission d'encadrement des hadjis a quitté hier Alger, direction les Lieux Saints de l'Islam. Avant de prendre l'avion, le ministre des affaires religieuses et le président de l'Office du hadj leur ont donné les dernières recommandations.

Mohamed Aïssa et Cheikh Berbara ont beaucoup insisté sur la nécessité d'accompagner les pèlerins et de leur assurer les meilleures conditions d'hébergement, une bonne couverture sanitaire mais également un accompagnement pour le bon accomplissement du rituel du hadj.

Le ministre des Affaires religieuses s'adressant aux missionnaires appartenant aux différents secteurs a fait savoir que l'Etat algérien avait consenti un gros effort financier qui doit se répercuter sur les conditions d'accomplissement du pèlerinage.

Les membres de la mission d'encadrement ont été priés de veiller au strict respect des clauses des cahiers des charges

qui définissent les conditions d'hébergement notamment. Les Algériens, dira le ministre, ne doivent pas être dupés ni dans la qualité de l'hébergement qui leur sera attribué ni au nombre de mètres carrés qui leur reviennent au niveau des campements.

La mission médicale a été instruite également afin que le suivi médical soit bien assuré. Idem pour la Protection civile, dont les éléments veillent à la



Les membres de la mission doivent faire preuve de vigilance.

sécurité des pèlerins. Pour sa part, Cheikh Berbara a tenu à dire aux missionnaires qu'une

fois dans l'avion, ils se mettaient au service des pèlerins quels que soient leurs fonctions ou le

secteur duquel ils sont issus. Le directeur de l'Office du hadj dira que les barrières des fonctions et de la hiérarchie devaient tomber pour assurer une meilleure coordination et éviter les couacs des saisons précédentes. Il assurera que les lieux d'hébergement sélectionnés cette année étaient tous confortables et pas loin des lieux où se déroulent les rituels mais que cela ne dispensait pas les membres de la mission de faire preuve de vigilance pour assurer le bon déroulement du pèlerinage et éviter aux hadjis des mésaventures.

N. I.

ÉDUCATION

Le SNTE demande reconnaissance

La crise qui secoue le SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'Éducation) depuis 2003 n'a pas trouvé son épilogue. L'aile, Aïcha Bennoui, continue de clamer sa légitimité.

Le SNTE, aile Abdelkrim Boudjennah a été reçu, au même titre que les autres partenaires sociaux du secteur, au ministère de l'Éducation nationale pour négocier sa plateforme de revendications.

Une démarche qui n'est pas du goût de la deuxième aile, présidée par Aïcha Bennoui.

La nouvelle présidente du SNTE a rappé-

lé hier, lors d'une conférence de presse, que suite à une décision de justice, la légitimité revient à son syndicat. Pourtant, dénonce-t-elle, le directeur des relations au ministère du Travail, M. Bourbia, a décidé, le mois d'avril dernier, du dégel des activités de M. Boudjennah. «Les activités des deux ailes ont été gelées depuis le mois d'octobre 2013», a-t-elle souligné.

Le syndicat, qui continue de demander reconnaissance en s'appuyant sur une décision de justice en sa faveur, estime que «le ministère de l'Éducation nationale a piétiné

une décision de justice en faveur d'une note administrative». Le SNTE dit qu'après avoir frappé à toutes les portes pour «que justice lui soit rendue, en vain», a décidé de saisir l'Organisation internationale du travail.

La formation syndicale qui a tenu, lundi, son conseil national, se dit déterminée «pour se faire entendre par tous les moyens.

Les pouvoirs publics ne semblent entendre que la voix de la protestation», souligne le syndicat qui menace de suivre cette voie pour faire pression sur la tutelle.

S. A.

LE PARCOURS DE MOHAMMED SAÏD

RETRACÉ HIER

Un hommage rendu au premier ministre des Moudjahidine

A travers l'hommage rendu, hier, au colonel Mohammed Saïd, commandant de la Wilaya III, les conférenciers du forum d'El Moudjahid sont revenus sur la création du ministère des Moudjahidine dont il a été le premier ministre.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les témoignages qui se sont succédé, hier, au forum du quotidien *El Moudjahid* sont revenus sur le parcours de l'ancien moudjahid Mohammed Saïd et sur la création d'un ministère des Moudjahidine après l'indépendance. Mustapha Cherchali, ancien moudjahid a précisé qu'à l'époque, plusieurs départements ministériels, tels que la Santé et la protection sociale avaient une relation directe avec les questions relatives aux anciens moudjahidine.

L'intervenant a aussi évoqué la création des centres de repos notamment dans le cadre du nouveau ministère et de 37 commissions qui siégeaient au niveau des directions régionales en se penchant sur les cas des anciens moudjahidine.

«Les professeurs des CHU nous avaient beaucoup aidés au niveau de ces commissions pour ce qui est des expertises, des guides barèmes et pour les pensions notamment», a précisé Mustapha Cherchali. Ce dernier évoquera aussi les cycles de formations qui ont été organisées au niveau des universités au profit des cadres du secteur. «Avec le temps, nous nous sommes organisés et nous avons recensé tous les moudjahidine dans un fichier incluant toutes les informations nécessaires», a précisé le conférencier. Il notera par ailleurs s'agissant



Mohammed Saïd.

des pensions, qu'il avait fallu débiter avec des aides notant que de l'huile et de la farine étaient distribuées aux enfants de chouhadas.

«Si le ministère des Moudjahidine est arrivé à ce qu'il est maintenant, c'est en premier lieu grâce aux membres de l'armée de libération», souligne l'invité du forum d'*El Moudjahid*.

«Concernant Mohammed Saïd, il est indéniable qu'il était connu pour sa franchise et sa droiture et son respect pour la religion», témoigne Mustapha Cherchali.

S'agissant de la question des pensions, l'ancien moudjahid dira que des critères sévères étaient pris en compte pour l'octroi des pensions. «Actuellement, ce n'est plus le cas, c'est plutôt à la tête du client. Il faut trouver des solutions pour que les véritables ayants droit ne soient pas lésés», dénonce l'intervenant.

F-Z. B.

ANNONCE POUR LA LOCATION
D'UN IMMEUBLE À USAGE
DE BUREAUX

Société internationale établie en Algérie cherche pour location, dans le cadre de ses activités sur Alger, une propriété incluant :

1. Un immeuble à usage de bureaux, dont la surface totale devra être suffisante pour contenir au moins une cinquantaine de bureaux (de préférence en espace ouvert), des salles de réunions, un espace réception et une cantine.
2. Un parking pouvant accueillir 50 véhicules.
3. Un espace pour poste de garde.

La propriété doit être située dans la zone Hydra-Ben Aknoun-El Biar et doit être conforme à la réglementation en vigueur et relative aux normes de construction et d'urbanisme.

Par ailleurs une distance de sécurité d'au moins 25 mètres entre l'immeuble à usage de bureaux et les routes d'accès à la propriété est requise.

Les propriétaires intéressés par la présente annonce pourront nous contacter et exprimer leur intérêt, au plus tôt par fax ou numéro suivant :

021 59.15.54

Toute offre reçue d'un intermédiaire ou d'une agence immobilière sera rejetée.